

LE GOUVERNEMENT DE LA PHILOSOPHIE

VERMEREN, PATRICE. *Victor Cousin. Le jeu de la philosophie et de l'Etat.* Paris: Editions L'Harmattan, 1995.

Né en 1792 d'un joaillier républicain et d'une blanchisseuse catholique, Victor Cousin tira le bénéfice maximum de la chance peu ordinaire qui lui fut offerte d'éviter l'apprentissage de l'atelier pour l'instruction du lycée. Vite apparu comme le vecteur fiévreux d'une "nouvelle philosophie française" qu'il baptisa "éclectisme," il sut assez habilement user des aléas et fluctuations politiques de la Restauration pour se composer un personnage à triple facette: métaphysicien inspiré, érudit patient, libéral arrimé à la raison (c'est-à-dire opposant aussi ferme sur les principes que peu porté à la constestation active du pouvoir en place). On le retrouve sous la Monarchie de juillet <<membre du Conseil supérieur de l'instruction publique, président de l'agrégation de philosophie, directeur de l'Ecole Normale et président de l'Académie des sciences morales et politiques>> (p.15). Il occupe ainsi les postes stratégiques lui permettant de répondre au souci premier de la nouvelle classe politique: <<fabriquer les cadres de l'Etat, l'"aristocratie légitime" de la société libérale moderne>> et pour ce faire, créer <<un cursus de formation pris en charge par une caste de clercs, les professeurs de philosophie, dévolus à l'enseignement d'Etat, et qui donc doivent s'affranchir aussi bien de la tutelle de l'Eglise que de toute influence directement politique>> (ib.).

Cela posé, qui constitue son cadre, le livre de Patrice Vermeren porte sur le gouvernement de la philosophie. La formule est à prendre, comme il se doit, littéralement et dans tous les sens. Que signifie-t-elle dans l'horizon cousinien?

En un premier sens du génitif, elle signifie que la philosophie est gouvernée. Elle l'est d'abord de l'intérieur, comme flux de discours qui ne sont qu'en apparence opposés et dispersés fortuitement dans le temps. Sous la diversité, il faut apercevoir un partage du travail; sous la dispersion historique, une convergence ordonnée. Le travail terminé, la convergence s'exhibe en ce qui s'avère avoir été depuis l'origine sa finalité, soit une méta-doctrine (l'Eclectisme) capable en retour de repérer dans les doctrines de premier niveau qui l'ont précédée ce qui allait dans la bonne direction (=la sienne). La philosophie ne peut être intrinsèquement orientée qu'en se dédoublant en une philosophie de la philoso-

phie qui en énonce la vérité dernière, les usages et les significations.

Gouvernée, la philosophie l'est ensuite comme pratique: il s'agit de circuler indéfiniment dans la boucle que nous venons de décrire, à en polir et repolir les courbures, ce qui suppose une manière particulière d'aborder et de lire les textes de la tradition. En conséquence, la philosophie est enfin gouvernée au niveau de ses "pratiquants," les professeurs, qui ne sont du reste incorporés au "régiment" cousinien qu'au terme d'un parcours dont le maître contrôle toutes les étapes. Car ce premier sens du génitif n'est tenable qu'à présupposer l'existence d'un personnage central, censé savoir ce qu'il en est de la philosophie, et dont le discours coïncide de part en part avec celui de sa vérité.

En un second sens, la philosophie est gouvernante. Elle l'est de l'intérieur, dans la mesure où "gouvernée" signifie "auto-gouvernée." La philosophie est raison, son développement est celui de la raison et s'effectue rationnellement. N'obéir qu'à la raison, c'est être libre. La philosophie est donc l'activité libre par excellence, le modèle et le héraut de la liberté.

Elle est gouvernante, ensuite et en conséquence, parce qu'il lui revient d'établir que seuls ceux qui possèdent la raison, qui l'ont développée en eux, sont aptes à diriger le pays, par opposition à ceux qui ne la possèdent pas et ne l'ont que sous la forme embryonnaire, intuitive, non conceptuelle, du sens commun populaire. La philosophie fonde en raison un régime politique (la Monarchie de Juillet). Enfin, elle doit logiquement occuper, dans le cadre de ce régime, une place centrale, en venant redoubler la légitimité des porteurs de raison par la conscience qu'elle leur apporte de cette légitimité: ils comprennent, avec elle, qu'ils sont appelés à la prédominance par un processus bimillénaire dont ils constituent l'apothéose. Aussi la philosophie viendra-t-elle couronner des études secondaires dont leur descendance mâle a la quasi-exclusivité.

L'Eclectisme ne tient qu'en affirmant que l'histoire de la philosophie est le reflet et la quintessence de l'histoire de l'humanité, qu'en retournant l'histoire de la philosophie en philosophie de l'histoire, qu'en identifiant la philosophie de l'histoire à la philosophie tout court. Chaque passage, chaque saut plutôt, est une perte en complexité et en réalité. Ce qui est tri de l'essentiel et de l'inessentiel pour l'éclectisme est pour nous geste problématique de rejet, taillage d'une origine et d'un passé à l'exacte mesure du résultat présent désiré, en bref politique de la philosophie.

Nous atteignons ici un point d'inflexion, depuis lequel les entreprises cousiniennes s'éclairent d'un tout autre jour que le jour éclectique. C'est depuis ce point, et dans la nouvelle optique qu'il ouvre,

qu'opère le livre de Patrice Vermeren, qui se présente lui-même comme mise en oeuvre d'«une histoire inextricablement politique et philosophique de la philosophie» (p.18). Il sera plus loin question d'«une véritable imbrication» (p.53) de la philosophie et de la politique. Qu'est-ce à dire?

Politique de la philosophie, disions-nous. Une politique de la philosophie, un gouvernement de la philosophie, ne sont des expressions compréhensibles de manière éclectique que dans la mesure où elles relèvent d'une philosophie politique, c'est-à-dire d'une politique qui trouve ses bases et ses fondements dans la philosophie. Le point d'inflexion est le point d'où il devient possible de désarticuler politique de la philosophie et philosophie politique, parce qu'il donne à voir que la politique déborde la philosophie, ne s'inclut pas en elle, n'est pas circonscrite par elle.

Débordement n'est pas absorption. Ne voir dans Cousin qu'un politique utilisant la philosophie comme instrument revient à lui refuser la dignité de philosophe. La force du livre est de tenir qu'il y a dans l'éclectique un philosophe authentique; l'argument, par ailleurs vrai, selon lequel il n'a ni l'envergure, ni l'originalité d'un Hegel est sans pertinence à ce propos, et sert autant à évacuer la question des rapports entre philosophie et politique qu'à oublier un ancêtre gênant. Gênant pourquoi, justement? Non pour avoir été conseiller d'Etat, ministre, etc. en quelque sorte *par ailleurs*, mais pour l'avoir été ou avoir prétendu l'être *comme* philosophe, ce qui est postuler l'exacte co-extensibilité de la philosophie et d'une certaine politique.

Cousin est conséquent lorsqu'il réclame le droit de suffrage pour les "capacités"; la Chambre ne le suit pas, et une majorité de "légitimateurs" du régime (les professeurs de philosophie) se trouvent exclus de l'espace politique qu'ils sont censés par ailleurs fonder. Le fondement et ce qu'il est supposé fonder semblent quelque peu se séparer. Le même Cousin veille par ailleurs à ce que ses philosophes ne se mêlent surtout pas de politique concrète; ils doivent en rester aux principes: la Chambre se serait-elle pas encore plus authentiquement cousinienne et conséquente que Cousin? La philosophie n'est visiblement pour elle qu'un supplément qui ne saurait tenir lieu tout seul de la garantie (le cens, qui donne accès aux droits politiques) qu'il supplémente. La Chambre prouve en acte à Cousin que politique et philosophie ne se recouvrent pas.

En s'identifiant au régime en place, les philosophes fondateurs se condamnent comme tels au silence politique, ou plutôt au psittacisme des principes. Que faire lorsque la doctrine, son chef et ses représentants

se retrouvent exposés aux turbulences de la politique concrète par les critiques des républicains ou des socialistes et, à partir de 1842, par les attaques de l'Eglise? On dénierait aux premiers la dignité de philosophes en réaffirmant son propre monopole, on alléguerait contre la seconde que la raison, tout en déployant ses propres protocoles de preuves et de certitudes, confirme la religion plus qu'elle ne la contredit. Seulement, <<ce qu'exige la situation de crise, qui met en compétition l'Université et l'Eglise, n'est pas tant la défense des droits de la raison contre l'intolérance religieuse que la préservation du monopole universitaire, de son pouvoir d'enseigner et de son existence même. La politique de la philosophie se fait pragmatique...>> (p.28).

La politique concrète de laquelle on prétendait se tenir à l'écart vient, par l'intermédiaire du "général" Cousin, seul habilité à y manoeuvrer, servir d'indispensable supplément à la philosophie. Il n'y aurait là qu'un épisode "inessentiel" si le supplément n'exigeait un discret retailage des principes et des attitudes à la mesure de la situation: il faut se faire inoffensif. Au vrai, les principes n'ont qu'une conséquence politique concrète, que la philosophie doit exister pour les affirmer. A ce devoir être se juxtapose un être qui n'est plus que déterminé par un double écart: écart par rapport aux excès républicains ou socialistes, qui sont de l'ordre de l'erreur, écart par rapport au dogme catholique, qui recèle une autre forme de la même vérité. Il ne s'agit plus que de prétendre dire autrement ce que dit déjà l'Eglise; sur cet "autrement" se joue le sort de l'Eclectisme qui, au nom de sa propre survie, rentre les épaules et se rapetisse. En d'autres termes, les principes sont affectés et limités par une politique qu'ils ne déterminent ni ne contiennent. Si la politique échappe à la philosophie, la philosophie n'échappe pas à la politique, sans pourtant s'y dissoudre. C'est d'ailleurs très précisément ce reste, ce désir de survie, qui ôte aux Eclectiques tout pouvoir d'agir et de parler.

1848 et ses suites firent exploser le dispositif eclectique. D'un côté, un Cousin à la remorque de Thiers dans la commission Falloux, puis réduit à entériner les décisions du nouveau président de l'agrégation (un juriste!) avant de prendre sa retraite. De l'autre, des disciples révoltés, bientôt destitués, qui ne voient dans sa servilité du jour que le prolongement logique de sa servilité de la veille: des disciples dont paradoxalement la parole se libère au pire moment, comme si Cousin avait été plus despotique et plus funeste pour eux que le plus sourcilieux des Etats.

La vérité de l'Eclectisme est-elle dans le retrait et le silence de l'un, ou dans la parole libérée et la révolte des autres? Comme dispositif,

l'Eclectisme est indissolublement doctrine et institution, doctrine institutionnalisée ou institutionnalisation d'une doctrine. La liberté, pourtant proclamée, s'y emprisonne et en meurt; le discours s'y dessèche et s'y interloque. Une philosophie d'Etat cesse très vite d'être une philosophie. Les années 1851-1852 ont au moins le mérite de poser clairement les termes de l'alternatives: ou bien l'on reste éclectique, et on se lance dans la biographie des femmes célèbres; ou bien l'on redevient philosophe.

Le livre de Patrice Vermeren n'intéressera pas seulement les philosophes soucieux de l'histoire de leur discipline, car il traite aussi, et peut-être davantage, de la naissance de l'Etat moderne et de sa légitimation: il reconstitue avec une étonnante précision les débats et les polémiques d'une époque sans tomber jamais dans la simple chronique. Le passé y demeure en effet animé par un questionnement qui fut et reste celui des philosophes arrivés à l'âge adulte autour de 1968. Un questionnement qui, à travers les formulations et les figures diverses qu'évoque l'introduction, est à la fois philosophique et politique. Inextricablement.

GEORGE NAVET

Collège International de Philosophie
Centre de philosophie politique, Reims

*

* * *

COMPTES RENDUS

BEARDSWORTH, RICHARD. *Derrida & the Political*. London and New York: Routledge, 1996. Pp. 174. ISBN 0-415-10967-1.

Jacques Derrida is undoubtedly one of the most influential, controversial and complex thinkers of our time. This is the first book to consider the political implications of Derrida's philosophical project. It is a timely response to the current political focus of Continental philosophy and to Derrida's own recent shift towards the political.

Richard Beardsworth rejects readings that present Derrida's work as apolitical, relativist, liberal or tendentially anti-democratic. Rather than deducing an external political "stance" from Derrida's writings,